

**mazars**

2 bis, avenue Pierre de Coubertin  
38170 Seyssinet-Pariset

**Spineway**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

## **Spineway**

Société anonyme

RCS : Lyon B 484 163 985

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société Spineway,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Spineway relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Nous avons apprécié le caractère approprié des informations figurant dans les notes « Règles générales » et « Faits caractéristiques » de l'annexe aux comptes annuels, qui présentent notamment les principales hypothèses conditionnant l'application du principe de continuité d'exploitation.
- Comme indiqué dans le paragraphe « Frais de recherche et de développement » de la note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsque l'ensemble des critères d'activation prévus par les règles et principes comptables français sont respectés. Nous avons vérifié la conformité de la méthode retenue par la société avec les règles et principes comptables français pour déterminer les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement, nous avons apprécié le caractère raisonnable des modalités d'évaluation de ces frais, notamment, les prévisions d'activité et de rentabilité ainsi que les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement. Nous nous sommes assurés que le paragraphe « frais de recherche et de développement » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

## Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars Gourgue

Seyssinet Pariset, le 27 février 2023,

DocuSigned by:  
  
9E121A49E74144D...

Bertrand Celse

Associé

DocuSigned by:  
  
C22EB95103A0460...

Séverine Hervet

Associé

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	961 174	222 848	738 326	218 898
	Concessions brevets droits similaires	176 570	161 083	15 487	16 932
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	1 523 334	12 500	1 510 834	1 244 723
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	146 086	99 450	46 636	19 499
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 246 750	1 962 573	284 177	294 523
	Autres immobilisations corporelles	445 901	414 140	31 761	28 520
	Immobilisations en cours				3 360
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	11 048 755	468 779	10 579 976	4 999 861	
Créances rattachées à des participations	10 337 197	3 867 459	6 469 738		
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	43 504		43 504	94 543	
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>26 929 271</b>	<b>7 208 834</b>	<b>19 720 438</b>	<b>6 920 860</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	25 808		25 808	17 401
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 401 580	852 293	1 549 287	1 700 081
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients et comptes rattachés	2 125 843	68 407	2 057 436	1 626 503
	Autres créances	334 605		334 605	1 155 636
Capital souscrit appelé, non versé					
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				5 000 000	
<b>DISPONIBILITES</b>	3 657 423		3 657 423	8 693 853	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	139 337		139 337	108 908
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>8 684 595</b>	<b>920 700</b>	<b>7 763 895</b>	<b>18 302 383</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	210		210	24 753	
	<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>	<b>35 614 076</b>	<b>8 129 534</b>	<b>27 484 543</b>	<b>25 247 996</b>

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

166 510

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		31/12/2022	31/12/2021
<b>Capitaux Propres</b>	Capital social ou individuel	182 110	1 576 030
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	24 488 392	21 617 077
	Ecarts de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale	33 955	33 955
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	970 767	
	Autres réserves		
	Report à nouveau		(525 685)
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(1 757 551)</b>	<b>(1 512 848)</b>
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>23 917 673</b>	<b>21 188 529</b>
<b>Autres fonds propres</b>	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	(10 094)	137 266
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>(10 094)</b>	<b>137 266</b>
<b>Provisions</b>	Provisions pour risques	52 534	53 537
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>52 534</b>	<b>53 537</b>
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		500 000
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 319 696	1 660 154
	Emprunts et dettes financières divers (3)	15 863	9 396
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 025 643	794 919
	Dettes fiscales et sociales	938 825	860 162
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	(90)	(90)	
Autres dettes	12 699	12 840	
Produits constatés d'avance (1)	1 428	31 125	
	<b>Total des dettes</b>	<b>3 314 064</b>	<b>3 868 505</b>
	Ecarts de conversion passif	210 365	159
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>27 484 543</b>	<b>25 247 996</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(1 757 550,95)	(1 512 847,82)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 775 999	2 776 100
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	202 718	135 918
(3)	Dont emprunts participatifs		

# Compte de Résultat

		31/12/2022		31/12/2021	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	4 246 311	80,79	3 891 735	91,09
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 009 853	19,21	380 690	8,91
	<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>5 256 163</b>	<b>100,00</b>	<b>4 272 425</b>	<b>100,00</b>
	Production stockée				
	Production immobilisée	874 087	16,63	572 244	13,39
	Subventions d'exploitation	116 331	2,21		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	422 732	8,04	345 864	8,10
Autres produits	605	0,01	364	0,01	
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>6 669 919</b>	<b>126,90</b>	<b>5 190 898</b>	<b>121,50</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	1 111 557	21,15	928 949	21,74
	Variation de stock	185 730	3,53	164 433	3,85
	Achats de matières et autres approvisionnements	122 381	2,33	142 335	3,33
	Variation de stock	(8 406)	-0,16	27 303	0,64
	Autres achats et charges externes	2 540 046	48,33	1 804 203	42,23
	Impôts, taxes et versements assimilés	133 470	2,54	72 815	1,70
	Salaires et traitements	2 741 085	52,15	1 711 609	40,06
	Charges sociales du personnel	1 043 146	19,85	684 326	16,02
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	511 112	9,72	739 788	17,32
Autres charges	213 224	4,06	3 763	0,09	
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>8 593 345</b>	<b>163,49</b>	<b>6 279 524</b>	<b>146,98</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(1 923 426)</b>	<b>-36,59</b>	<b>(1 088 626)</b>	<b>-25,48</b>
PRODUITS FINANCIERS	Opéra. comm.				
	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)	972	0,02	1 429	0,03
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	262 793	5,00	329 723	7,72
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	167 486	3,19		
Différences positives de change	53		241	0,01	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>431 304</b>	<b>8,21</b>	<b>331 393</b>	<b>7,76</b>
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	212		1 589	0,04
	Intérêts et charges assimilées (4)	38 014	0,72	50 930	1,19
	Différences négatives de change	17 400	0,33	17 306	0,41
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	<b>Total des charges financières</b>	<b>55 627</b>	<b>1,06</b>	<b>69 825</b>	<b>1,63</b>
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>375 677</b>	<b>7,15</b>	<b>261 569</b>	<b>6,12</b>
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(1 547 749)</b>	<b>-29,45</b>	<b>(827 058)</b>	<b>-19,36</b>
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>448 643</b>	<b>8,54</b>	<b>278 137</b>	<b>6,51</b>
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>884 218</b>	<b>16,82</b>	<b>1 136 443</b>	<b>26,60</b>
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(435 575)</b>	<b>-8,29</b>	<b>(858 306)</b>	<b>-20,09</b>
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(225 773)	-4,30	(172 516)	-4,04
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>7 549 867</b>	<b>143,64</b>	<b>5 800 428</b>	<b>135,76</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>9 307 418</b>	<b>177,08</b>	<b>7 313 276</b>	<b>171,17</b>
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>(1 757 551)</b>	<b>-33,44</b>	<b>(1 512 848)</b>	<b>-35,41</b>

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 1 - Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SPINEWAY SA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 27 484 543 € et le compte de l'exercice dégage une perte de 1 757 551 euros. Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes le 9 février 2023.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant une période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-dessous font partie intégrante des comptes annuels.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2022 ont été élaborés et présentés en application du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation

L'activité de Spineway induit un besoin en fonds de roulement important lié aux délais d'encaissements des créances clients, établissements de santé en France et distributeurs hors France, et un niveau de stocks élevé rendu nécessaire par la disponibilité des gammes d'implants.

La continuité d'exploitation 2023 est basée sur :

- Le niveau de trésorerie à la clôture, qui s'élève à 3.7 M€;
- Des hypothèses d'encaissements liées au budget de chiffre d'affaires ;
- Une ligne de financement du BFR par un partenaire bancaire. Au 31 décembre 2022, les lignes court terme s'élèvent à 0,2 M€ de MCNE.

La société applique le règlement ANC no 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Toutefois, un **changement d'estimation comptable** est à signaler sur l'exercice.

La durée d'amortissement des kits instruments passe de 3 ans à 7 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, durée

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

correspondant à la durée d'utilisation moyenne des instruments selon les données et analyses qualité.

Impact :

Sur 3 ans amortissements de 187 936.10 euros

Sur 7 ans amortissements de 178 213.29 euros

→ Impact de 9 722.81 euros

- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Frais de développement : 3 à 5 ans
- \* Frais d'enregistrement : 5 ans
- \* Concessions, logiciels : 1 à 2 ans
- \* Logiciel de gestion : 1 à 3 ans
- \* Autres immobilisations incorporelles : 10 ans (brevets)
- \* Mat tests/essais : 1 à 2 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 3 à 7 ans, dont kits d'instruments mis à disposition des clients.
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les frais d'agrément sont immobilisés lorsqu'il s'agit de l'acquisition de dossiers d'agrément déjà existants et détenus par des tiers.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations financières sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, dans le cas où cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable.

## Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, dans le cas où cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable.

Les stocks sont composés principalement de marchandises destinées à la vente hormis un stock limité de matières premières que la société achète pour le compte de ses sous-traitants pour des questions réglementaires.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale diminuée, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée.

Les provisions pour dépréciations des créances clients sont déterminées sur la base :

- Des risques constatés sur les clients, en contentieux, en règlement judiciaire et en liquidation judiciaire (comptabilisation en dépréciation).
- D'une analyse au cas par cas de la situation de chaque client couplée à la situation des pays concernés.

Généralement, les créances clients entre 4 et 6 mois sont dépréciées à hauteur de 50% et celles supérieures à 6 mois sont dépréciées à hauteur de 100%.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au 31 décembre 2022, les créances clients nettes représentent 2 057 436 euros.

En 2022, la société a classé en douteux la créance de 7 distributeurs pour un total de 34 316.25 euros et passé en perte des créances provisionnées les années précédentes pour 209 032 euros. Le montant total des clients douteux au 31 décembre 2022 s'élève à 68 407.05 euros entièrement dépréciés.

## Dettes financières

Les emprunts moyens et longs termes sont à taux fixes et ont été souscrits en euros sauf un emprunt de 500 k\$ ayant servi à capitaliser la filiale américaine.

Les billets financiers et les MCNE sont à taux variables.

Le détail des outils court-terme utilisés au 31/12/2022 est le suivant :

MCNE : 199 571 euros sur un total de 200 000 euros.

Le contrat conclu en octobre 2019 avec Negma Group LTD par émission d'OCA avec BSA attachés pour un montant total potentiel de 40 millions d'euros a permis un apport en trésorerie de 22.6 M€ depuis sa conclusion. Il est arrivé à échéance en septembre 2022.

Au 31 décembre 2022, Spineway comptabilise 5 emprunts bancaires en cours dont 4 PGE souscrits dans un contexte de COVID-19 pour un total de 1 270 K€ sur une durée minimale de 12 mois au taux de 0% auprès d'établissements bancaires partenaires. Ce contexte sanitaire ayant perduré, la société a opté pour différer le début de remboursement de ces emprunts à un an. Les PGE ont commencé à être remboursés en juin 2022.

L'autre prêt bancaire couvre 10% des montants restants dus au 31 décembre 2022.

Les emprunts BPI souscrits en 2014 pour respectivement 400 K€ et 600 K€ ont été totalement remboursés au 31 décembre 2022.

L'emprunt obligataire a été soldé au 31 décembre 2022.

Le groupe mobilise certaines créances commerciales nées à l'étranger, ces créances cédées ne font l'objet d'aucune déconsolidation dès lors que le groupe conserve notamment le risque d'irrécouvrabilité associé aux créances cédées.

La garantie COFACE est une subvention reçue concernant des frais de prospection engagés sur des zones où la société ne faisait pas de chiffres d'affaires, à savoir certains pays d'Europe et certains pays d'Asie.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Cette subvention est remboursée sur la base d'une commission représentant 7% du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe dans les pays concernés à partir du 01 octobre 2017. La subvention obtenue depuis 2015 s'élève à 267 K€.

La société a remboursé 23 K€ sur 2018, 44 K€ sur 2019 et 7 K€ sur 2020 60K€ sur 2021 et 31 K€ sur 2022.

La société a reclassé 116 K€ en subvention d'exploitation suite à la liquidation du contrat Europe en décembre 2022. En effet, le solde des indemnités provisionnelles versées sont définitivement acquises par la société.

## Honoraires commissariat aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes afférents à la certification des comptes s'élève à 39 448 €.

## Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

Au 31 décembre 2022, les autres charges exceptionnelles comprennent principalement le mali provenant de l'attribution des AGA.

## Résultat financier

Le résultat financier comprend des intérêts des emprunts bancaires, des provisions et reprises de provisions.

## Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux du jour ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

les modalités réglementaires.

## Engagements de retraite

L'engagement de retraite est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Les engagements à la clôture sont calculés sur la base du salaire des salariés à l'âge de la retraite et sur la base de l'ancienneté de chaque salarié à la clôture par rapport à son ancienneté à l'âge de la retraite.

Les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,77 % au 31 décembre 2022 (contre 0.98 % au 31 décembre 2021) ;
- Table de mortalité INSEE 2016-2018 ;
- Taux de rotation du personnel moyen.

	31 décembre 2021	31 décembre 2022
Age de départ	62 ans - président 67 ans	62 ans - président 67 ans
Taux d'actualisation	0.98%	3,77%
Taux de croissance de salaires	0%	0%
Taux de charges sociales	44% cadres - 22 % employés	44% cadre - 22% employés
Table de mortalité	INSEE 2016-2018	INSEE 2016-2018

Le groupe n'attend pas de variation significative de ses engagements de retraite sur les prochaines années.

## Frais de recherche et de développement

Les coûts sont immobilisés seulement si les projets initiés répondent aux critères suivants :

- Le projet ou process est clairement défini et les coûts afférents sont mesurés de façon fiable et identifiés clairement,
- La faisabilité technique est démontrée
- Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,
- Les actifs sont générateurs d'avantages économiques futurs,
- Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

La société, depuis le second semestre 2019, remplit l'ensemble des critères d'activation des projets de développement.

Les coûts de développements éventuellement engagés pour des projets qui ne correspondraient pas à ces

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

critères seraient comptabilisés au compte de résultat dès leur engagement.

Les dépenses de développement comprennent des coûts directs et indirects engagés sur les projets et notamment les salaires des chercheurs, ingénieurs et techniciens ainsi que des coûts de sous-traitance engagés pour les activités de développement.

L'effort de développement donne lieu sur l'exercice à la constatation d'une production immobilisée de frais de développement dans le compte Immobilisations incorporelles en cours pour un montant de 874 086 euros sur 2022 contre 572 244 € pour 2021.

Lorsque les frais seront activés, ils seront amortis linéairement.

Sur 2022, 588 647 euros de frais de projets R&D ont été activés, ils sont amortis linéairement sur 5 ans. (249 611 euros sur 2021)

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Sur 2022, 19 269 euros ont été amortis exceptionnellement et sortis des immobilisation suite à des arrêts de projets.

Au 31/12/2022, le total des frais de projets R&D activés est de 838 258 euros, amortis à hauteur de 99 932 euros.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence au niveau de l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieures au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

Les frais de recherche et de développement donnent droit à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issue de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées.

## Chiffre d'affaires

Pour les ventes directes aux hôpitaux (essentiellement France), le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert de propriété des marchandises aux clients. Dans la plupart des cas, le client, hôpital ou clinique, déclare à la société les références consommées dans le cadre de stocks déposés en consignation ou en prêt. Il est alors procédé à une facturation des produits consommés. Le chiffre d'affaires est constaté au moment de la facturation.

Pour le chiffre d'affaires des distributeurs étrangers, la comptabilisation est faite en fonction des règles INCOTERM. Un ajustement est calculé, si nécessaire, pour prendre en compte les conditions spécifiques de transfert de propriété définies dans les commandes ou accords contractuels. L'INCOTERM généralement utilisé est EXW (ex WORKS).

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation après déduction des remises ou rabais commerciaux. Les refacturations des frais de transport sont également incluses dans le chiffre d'affaires.

Enfin, le chiffre d'affaires inclut également des produits annexes qui correspondent essentiellement à des refacturations directement liées à l'activité courante, principalement des refacturations de frais de congrès ou de salons lorsque ceux-ci sont payés par la société pour le compte de ses distributeurs ou de prestations réalisées pour le compte de la société SPW Inc leur sont refacturés.

## Faits Caractéristiques

### o Progression du chiffre d'affaires

Suite aux acquisitions des sociétés Distimp (2021) et surtout Spine Innovations (2022), le Groupe a pu renforcer ses positions géographiques, se développer en France notamment, et étendre ses gammes premium. Son CA Groupe a ainsi progressé de 73% pour atteindre 7.4 M€ soit 10 M€ proforma 1 an, son plus haut niveau historique. La contribution de Spineway est de 4.4 M€, en progression de +13%.

### o Renforcement des fonds propres et regroupement d'actions

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes sur la période allant de janvier 2022 au 15 septembre 2022 a engendré une augmentation de capital de 1 615 380 euros par la création de 14 713 624 332 actions de 0,0001 euro et une prime d'émission de 1 128 637.60 euros.

En date du 15 septembre 2022, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juillet 2022, Spineway a eu recours à un regroupement de ses actions par échange de 1 action nouvelle de 4,00 euros de valeur nominale contre 40 000 actions anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale.

Suite à ce regroupement d'actions, Spineway a procédé à une réduction de capital le 19 septembre 2022 se traduisant par la réduction de la valeur nominale juridique de l'action de 4,00 euros à 0,05 euro. A l'issue, le capital social s'élevait à 38 092, euros, composé de 761 848 actions ordinaires.

Du 19 septembre au 31 décembre 2022, la conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes a engendré une augmentation de capital de 2 880 350 actions de 0.05 euros chacune et une prime d'émission de 1 742 677 euros.

Le capital au 31 décembre 2022 se monte à 182 110 euros et est composé de 3 642 198 actions de 0,05 euro chacune.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Plan stratégique de croissance du groupe

Le renforcement de la trésorerie et des capitaux propres a permis au groupe de poursuivre en 2022 son plan de croissance afin de constituer un acteur européen de taille moyenne spécialiste dans le rachis. A ce titre, le groupe a acquis une seconde société SPINE INNOVATIONS le 21 juillet 2022, société spécialisée dans les prothèses de disques cervicales et lombaires (cf. Immobilisations financières).

Positionnée sur un segment et des territoires complémentaires à ceux de Spineway, Spine Innovations offre de nombreuses synergies à développer. Conformément à sa stratégie de croissance, cette nouvelle acquisition permet à Spineway d'ajouter un nouveau segment à son offre produits, de renforcer ses positions en France comme à l'international et d'étoffer ses équipes.

## Evènements postérieurs à la clôture

- Participation IMS

La société a initié la procédure de reconnaissance de la décision du tribunal arbitral de Genève aux Etats-Unis, IMS ayant son siège dans le Delaware. IMS n'ayant pas répondu à la « petition », Spineway a poursuivi les démarches aux US de mise en défaut d'IMS, préalable à toute démarche de recouvrement. Le tribunal américain a reconnu le bien-fondé de la démarche initiée par le groupe ce qui permet d'initier la procédure effective de recouvrement. Le tribunal américain a reconnu le bien-fondé de la démarche initiée par le groupe ce qui permet d'initier la procédure effective de recouvrement.

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
<b>INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement et de développement	372 527		607 916		19 269	961 174
Autres	1 419 648		900 275	607 916	12 103	1 699 904
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 792 175</b>		<b>1 508 191</b>	<b>607 916</b>	<b>31 372</b>	<b>2 661 078</b>
<b>CORPORELLES</b>						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	107 231		38 856			146 086
Instal technique, matériel outillage industriels	5 480 193		193 954		3 427 397	2 246 750
Instal., agencement, aménagement divers	131 047					131 047
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	295 498		19 356			314 854
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	3 360			3 360		
Avances et acomptes						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 017 328</b>		<b>252 166</b>	<b>3 360</b>	<b>3 427 397</b>	<b>2 838 737</b>
<b>FINANCIERES</b>						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	9 135 740		12 351 106	100 894		21 385 952
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	237 274				193 770	43 504
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>9 373 014</b>		<b>12 351 106</b>	<b>100 894</b>	<b>193 770</b>	<b>21 429 456</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 182 517</b>		<b>14 111 463</b>	<b>712 170</b>	<b>3 652 538</b>	<b>26 929 271</b>

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- Brevets acquis pour un total cumulé de 12 500 €
- Acquisition de droits d'agrément pour 122 916 €
- Logiciels pour un total de 54 141 €
- Logiciels de gestion pour un total de 122 429 €
- Frais de recherche et développement pour un total de 838 258 €
- D'immobilisations incorporelles en cours pour un total de 1 510 834 €.

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des frais de R&D immobilisé sur des projets non finalisés.

## Immobilisations corporelles

Au 31 décembre, la société a immobilisé 252 166 € en immobilisations corporelles dont 193 954 € en installations techniques, matériels et outillages industriels.

Et se décompose comme suit :

- 136 666 € au titre des kits d'instruments, mis en dépôt chez les clients.
- 57 288 € au titre de matériels de tests/essais

Les coûts de maintenance et de réparation sont comptabilisés en charge sur la période.

## Immobilisations financières

Au 31 décembre, la quasi-totalité de l'augmentation de la dépréciation concerne les participations et créances rattachées (filiale US). Cette dépréciation est comptabilisée en exceptionnel.

Integral Medical Solutions (IMS) n'ayant pas déployé le plan opérationnel prévu lors de la prise de participation dans le Groupe Spineway, ce dernier avait initié une procédure devant le tribunal arbitral de Genève qui a rendu une sentence en date du 20 janvier 2022 en faveur de la société Spineway, les condamnant à verser l'intégralité du prix d'acquisition des titres, soit 4 160 K€ majoré des intérêts, et à lui rembourser les frais d'arbitrages engagés. La société IMS n'a jamais répondu aux différentes procédures en cours qui se poursuivent de ce fait. (cf Dettes financières)

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement	153 629	69 219		222 848
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	157 993	15 590		173 583
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>311 622</b>	<b>84 809</b>		<b>396 431</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	87 731	11 719		99 450
	Instal technique, matériel outillage industriels	5 185 670	204 301	3 427 397	1 962 573
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	131 047			131 047
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	266 977	16 116		283 093
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>5 671 425</b>	<b>232 135</b>	<b>3 427 397</b>	<b>2 476 164</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>5 983 047</b>	<b>316 944</b>	<b>3 427 397</b>	<b>2 872 595</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							

## Annexe libre

Etat exprimé en euros

Au 31 décembre, pour les Installations techniques, matériel et outillage industriel, la société a constaté des dotations aux amortissements de 316 944 € :

- \* 1 101 € au titre de l'outillage industriel
- \* 203 200 € au titre du matériel industriel dont:
  - \* 178 213 € pour les kits d'instruments
  - \* 24 987 € pour les matériels de tests/essais

### Etat des immobilisations financières

La hausse des immobilisations financières est principalement due à la comptabilisation des titres de participation suite à l'intégration fin juillet 2022 de l'entité Spine Innovations acquise pour 5 430K€ frais d'acquisition inclus.

Le protocole d'acquisition de l'entité Distimp acquise fin juin 2021 prévoit que le prix d'acquisition est fonction de clauses de earn-out.

Celles-ci pourront, éventuellement, entraîner des compléments de prix payables en 2022, 2023 et 2024 en fonction du chiffre d'affaires réel, de la marge brute, du Besoin en Fonds de Roulement et d'enveloppe de dépenses spécifiques à l'activité (coûts réglementaires, prêts de kits d'instruments) constatés à fin juin. Aucun complément n'est dû sur 2022.

Les immobilisations financières ne font l'objet d'aucun amortissement.

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations	10 337 197		10 337 197
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	43 504		43 504
	Clients douteux ou litigieux	68 407	68 407	
	Autres créances clients	2 057 436	2 057 436	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	7 500	7 500	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	225 773	225 773	
	Taxes sur la valeur ajoutée	91 279	91 279	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	10 053	10 053	
	Charges constatées d'avances	139 337	139 337	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>12 980 486</b>	<b>2 599 785</b>	<b>10 380 701</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	202 718	202 718		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	1 116 978	578 913	538 065	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	6 467	6 467		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 025 643	1 025 643		
	Personnel et comptes rattachés	414 974	414 974		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	418 490	418 490		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	58 998	58 998		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	46 363	46 363		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	(90)	(90)		
	Groupe et associés (2)	9 396	9 396		
	Autres dettes	12 699	12 699		
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	1 428	1 428			
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>3 314 064</b>	<b>2 775 999</b>	<b>538 065</b>	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		408 048			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		9 396			

# Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2022

<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>373 306</b>
<b>Autres créances clients</b>		<b>353 990</b>
<i>Factures à établir</i>	<i>353 990</i>	
<b>Autres créances</b>		<b>19 316</b>
<i>Banque - intérêts courus à rec</i>	<i>19 316</i>	

# Provisions

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2022
			Utilisées	Non utilisées	
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change	24 753	210	24 753		210
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	28 783	23 541			52 324
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>53 537</b>	<b>23 751</b>	<b>24 753</b>		<b>52 534</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>					
Sur immobilisations					
{ incorporelles					
{ corporelles					
{ des titres mis en équivalence					
{ titres de participation	4 135 879	301 253	100 894		4 336 239
{ autres immo. financières	142 730	2	142 732		
Sur stocks et en-cours	887 228	127 527	162 463		852 293
Sur comptes clients	243 124	43 100	217 816		68 407
Autres					
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>5 408 962</b>	<b>471 882</b>	<b>623 905</b>		<b>5 256 939</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 462 499</b>	<b>495 633</b>	<b>648 659</b>		<b>5 309 473</b>
Dont dotations et reprises					
{ - d'exploitation		194 167	380 279		
{ - financières		212	167 486		
{ - exceptionnelles		301 253	100 894		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

# Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>1 072 795</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>4 973</b>
<i>Int.courus / emp.aup.établt.cr</i>	1 827	
<i>Banque - Int courus à payer</i>	3 147	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>403 731</b>
<i>Fournisseurs - fact non parven</i>	403 731	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>664 091</b>
<i>Dettes prov. congés payés</i>	193 433	
<i>Autres charges à payer</i>	221 540	
<i>Charges Sociales sur congés à</i>	81 752	
<i>Charges Sociales - AGA et Jetons de présence</i>	53 960	
<i>Ch.sociales/autres charges à p</i>	88 713	
<i>Etat - Autres charges à payer</i>	19 280	
<i>Créditeurs divers - charges à</i>	5 413	

## Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles  
la société à un lien  
de participation

<b>Actif immobilisé</b>		
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	6 628 826	4 419 929
Créances rattachées à des participations	10 337 197	
Prêts et autres immobilisations financières		
<b>Actif circulant</b>		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
<b>Dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>Produits financiers</b>		
Produits de participations		
Autres produits financiers		
<b>Charges financières</b>		
Charges financières		
<b>Autres éléments</b>		

Elles concernent :

La société Spineway détient 100 % de Spineway INC, Distimp et Spine Innovations et 5 % de IMS.

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2022
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>139 337</b>
Loyers et charges immob		46 176	
locations mobilières		3 299	
homologation		20 978	
assurances		13 916	
marketing et communication		14 357	
honoraires		24 944	
voyages et déplacements		5 182	
Autres		10 485	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>139 337</b>

## Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1 <sup>1</sup>	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice <sup>2</sup>	Capitaux propres clôture 31/12/2022
Capital social	1 576 030			(1 393 920)	182 110
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	21 617 077			2 871 315	24 488 392
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	33 955				33 955
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées				970 767	970 767
Autres réserves					
Report à nouveau	(525 685)	(1 512 848)		2 038 533	
Résultat de l'exercice	(1 512 848)	1 512 848		(1 757 551)	(1 757 551)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>21 188 529</b>			<b>2 729 144</b>	<b>23 917 673</b>

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

<sup>1</sup> dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 21 188 529

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 21 188 529

<sup>2</sup> Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 2 729 144

### Actions propres détenues

Au 31 décembre 2022, Spineway détient 67 actions propres pour un total de 70.35 euros. Sur l'exercice, 3 327 754 actions ont été achetées et 364 757 actions vendues.

### Opérations sur le capital

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes a engendré sur la période allant de :

- janvier à août 2022 une augmentation de capital de 1 615 380 euros par la création de 14 713 624 332 actions de 0,0001 euro et une prime d'émission de 1 128 637.60 euros
- septembre à décembre 2022 une augmentation de capital de 2 880 350 actions de 0.05 euros chacune et une prime d'émission de 1 742 677 euros

En date du 15 septembre 2022, le regroupement d'actions a porté le nombre d'actions en circulation sur la bourse à 761 848 actions, suite à cette opération la société a procédé à une réduction de capital, qui n'a pas changé le nombre d'actions. Le capital était composé de 761 848 actions à 0.05 euros chacune.

Le capital au 31 décembre 2022 est se monte à 182 110 euros et est composé de 3 642 198 actions de 0,05 euro chacune.

Tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux	31/12/2022	31/12/2021
<b><u>Opération d'exploitation</u></b>		
Capacité d'Autofinancement de l'Exercice	-1646	-1335
Résultat net	-1 758	-1 513
Dotation et reprise amortissements et aux provisions	131	450
charges ss impact sur treso	-148	-272
VNC immobilisations cédées ou HS	129	0
Produits de cession des immobilisations	-	-
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement</b>	<b>561</b>	<b>-184</b>
var stocks	177	192
var creances clients	-258	-552
var autres créances / autres dettes	415	215
var dettes fournisseurs	227	-39
<b><u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation (A)</u></b>	<b>-1 085</b>	<b>-1 519</b>
<b><u>Opération d'investissement</u></b>		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incoporelles	-1 118	-490
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles ou incoporelles	-	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-10 316	-582
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations financières	-	-
<b><u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (B)</u></b>	<b>-11 434</b>	<b>-1 072</b>
<b><u>Opération de financement</u></b>		
Flux financiers liés au capital et emprunts obligataires	3 987	13 200
Emprunts bancaires	-407	-289
Moyens de financement court terme	66	-746
Autres Dettes financières	-1159	-723
<b><u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement (C)</u></b>	<b>2 487</b>	<b>11 446</b>
<u>Incidence des variations des cours des devises</u>	-	-
<b><u>Variation de trésorerie (A+B+C)</u></b>	<b>-10 031</b>	<b>8 851</b>
Trésorerie à l'ouverture (D)	13 690	4 839
Trésorerie à la clôture (A+B+C+D)	3 659	13 690

## Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2022

<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>448 643</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b>		<b>10 499</b>
<i>Produits des exo antérieurs</i>	<i>10 499</i>	
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>		<b>2</b>
<i>Cession immo financières</i>	<i>2</i>	
<b>Reprises sur provisions et transferts de charges</b>		<b>438 142</b>
<i>Repris.s/prov.risques charges</i>	<i>100 894</i>	
<i>Transf.charges / Exceptionnel</i>	<i>337 248</i>	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>884 218</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opération de gestion</b>		<b>9 319</b>
<i>Charges /exercices antérieurs</i>	<i>9 319</i>	
<b>Charges exceptionnelles sur opération en capital</b>		<b>554 377</b>
<i>Valeurs cpta actifs cédés immo</i>	<i>128 695</i>	
<i>Malis provenant du rachat /l'entreprise d'actions</i>	<i>337 248</i>	
<i>Charges except diverses</i>	<i>88 434</i>	
<b>Dotations excep. aux amortissements et aux provisions</b>		<b>320 522</b>
<i>Dot/amort. except. immobilisat</i>	<i>19 269</i>	
<i>Dot. prov. risques et charges</i>	<i>301 253</i>	
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>(435 575)</b>

## Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Résultat avant impôts

Impôts (1)

Résultat après impôts

RESULTAT COURANT	(1 547 749)		<b>(1 547 749)</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL ( et participation )	(435 575)		<b>(435 575)</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>(1 983 324)</b>		<b>(1 983 324)</b>

(1) après retraitements fiscaux.

Crédits Impôts :

-CI Recherche : 233 256 €

-CI innovation : 2 516 €

# Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Engagements  
financiers donnésEngagements  
financiers reçus

<b>Effets escomptés non échus</b>		
<b>Avals, cautions et garanties</b>		
<b>Engagements de crédit-bail</b>		
<b>Engagements en pensions, retraite et assimilés</b> Engagements en matière de pensions	132 853	
	<b>132 853</b>	
<b>Autres engagements</b> Gage sur stock, en contre partie de prêts court terme Nantissements fonds de commerce	300 000 560 000	
	<b>860 000</b>	
<b>Total des engagements financiers (1)</b>	<b>992 853</b>	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

## Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

L'engagement de retraite supporté est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Les 300 K€ de gage sur stocks de marchandises de la Société pris par les banques en contrepartie des billets financiers court terme à 3 mois renouvelables.

Les 560 K€ de nantissement de fonds de commerce ont été accordés en contrepartie de l'emprunt de 500K\$ souscrit auprès du Crédit Agricole.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de Distimp des compléments de prix (earn-out) sont prévus et dépendent de critères financiers précis (cf immobilisations financières)

## Effectif moyen

	31/12/2022	Interne	Externe
<b>EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE</b>			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		27	
Professions intermédiaires		6	
Employés		3	
Ouvriers			
<b>TOTAL</b>		<b>35</b>	

Effectif moyen hors apprentis : 35

Effectif moyen avec apprentis : 37

# Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

**En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.**

Informations non communiquées car permettant d'identifier la situation des dirigeants